



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Projet de budget 2025 – note de présentation

DAF / Agence comptable

Table des matières

1	Éléments de contexte de l'élaboration budgétaire 2025	4
1.1	Éléments externes à l'Université.....	4
1.2	Éléments internes à l'Université.....	4
1.2.1	Effectifs étudiants et évolutions en matière de formation et de recherche.....	4
1.2.2	Choix stratégiques	5
1.2.3	Fondation universitaire	5
2	Axes d'élaboration du budget 2025	6
2.1	Le budget de fonctionnement.....	6
2.2	Le budget de personnel.....	7
2.3	Le budget d'investissement.....	7
3	Budget en autorisations budgétaires	8
3.1	Les prévisions d'encaissement de SCSP	8
3.2	Les prévisions d'encaissement des autres recettes	8
3.3	Les prévisions d'autorisations d'engagement.....	10
	Les prévisions d'autorisations d'engagement en fonctionnement et en investissement	10
	Les prévisions d'emplois et de masse salariale	11
	Plafond d'emplois.....	11
	Masse salariale	11
3.4	Les prévisions de décaissements	12
3.5	Le déficit budgétaire et l'équilibre financier	12
4	La situation patrimoniale de l'établissement.....	13
4.1	Le compte de résultat et le tableau de financement	13
4.2	Équilibres généraux et soutenabilité budgétaire	14

1 Éléments de contexte de l'élaboration budgétaire 2025

1.1 Éléments externes à l'Université

Cette année, le projet de loi de finances (PLF) présenté en conseil des ministres le 11 octobre 2024 s'inscrit dans une stratégie pluriannuelle de redressement des comptes publics, afin de ramener le déficit public à 5 % du PIB dès 2025, avec un objectif de retour sous les 3 % à l'horizon 2029. Le PLF 2025 repose sur un effort budgétaire d'ampleur, à hauteur de 60 Md€ d'économies. Les mesures de consolidation porteront prioritairement sur la dépense, qui représente près de 57 % du PIB en France contre moins de 50 % en moyenne dans l'ensemble des pays européens en 2024. Sur les 60 Md€ d'économies à réaliser, les deux tiers seront portés par des mesures de réduction de la dépense publique. Cet effort en dépense sera partagé entre l'État, ses opérateurs, les collectivités territoriales et les administrations de sécurité sociale.

Les crédits du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESRI) prévus dans le projet initial de loi de finances 2025 s'élèvent à 26,8 milliards d'euros (Md€). Le budget de l'ESR serait alors relativement stable par rapport à 2024 permettant la poursuite du protocole des ressources humaines lié à la loi de programmation pour la recherche, de la mise en œuvre de la 3^{ème} vague du Contrats d'Objectifs de Moyens et de Performance ainsi que des mesures relatives à la vie étudiante.

Néanmoins, le contexte politique incertain appelle à la prudence dans la construction des budgets initiaux des établissements, notamment dans le calcul de la Subvention pour charges de service public (SCSP). Dans le même temps, en l'absence de vote du budget, le rectorat conseille aux établissements de ne pas inscrire dans le budget initial l'augmentation de masse salariale résultant de la hausse de 4 points du taux du CAS Pension qui était initialement prévue à compter du 1^{er} janvier 2025.

Ces contraintes s'ajoutent aux mesures salariales prises en 2023 dans le cadre des « rencontres salariales » et qui ne sont toujours que partiellement compensées conformément au courrier de novembre 2023. Au titre de l'année 2025, aucune compensation n'est envisagée pour l'énergie, dont le coût, bien qu'en baisse, demeure à un niveau supérieur de 50% par rapport à 2021.

1.2 Éléments internes à l'Université

1.2.1 Effectifs étudiants et évolutions en matière de formation et de recherche

Les effectifs étudiants connaissent une baisse depuis 2021-2022. Les inscriptions se sont néanmoins stabilisées autour de 6 550 sur l'année universitaire 2023-2024 (*Effectifs étudiants au 15 nov. 2024*) et repartent à la hausse sur l'année universitaire 2024-2025.

Dans ce contexte de forte tension budgétaire, de variation de nos effectifs étudiants et d'un taux d'étudiants en Master qui se maintient à un niveau assez bas (inférieur ou égal à 15%), nos efforts en 2025 porteront principalement sur :

- l'attractivité d'une offre de formation qui doit conduire à la réussite et à l'insertion :
 - o augmenter nos effectifs étudiants ;
 - o rééquilibrer les effectifs étudiants en renforçant l'attractivité de nos Master liés à nos axes de différenciation ;
 - o développer l'alternance pour amplifier la professionnalisation des formations ;
 - o consolider les taux réussite en licence, qui doivent se maintenir à minima au niveau national ;

- soutenir une offre de formation internationalisée et la mobilité internationale des étudiants.
- établir une stratégie de communication ciblée qui contribue de façon déterminante à l'attractivité de l'établissement.
- la structuration et la valorisation des partenariats en recherche et formation :
 - consolider les instruments de la politique partenariale : Villas, convention de coordination territoriale, outils et plateformes partagés ;
 - poursuivre la dynamique de développement de la recherche partenariale, en particulier par la création de nouvelles chaires ;
 - développer une offre de formation en collaboration et en complémentarité avec des partenaires académiques du territoire;
 - développer et structurer des réseaux de partenaires académiques internationaux centrés sur des thématiques scientifiques clairement identifiées.

1.2.2 Choix stratégiques

La stratégie de différenciation a orienté les politiques d'établissement depuis plus de 20 ans, autour des deux thématiques « identitaires » – Agrosciences et Culture, patrimoine, sociétés numériques. Elle s'est appuyée sur des partenariats académiques majeurs avec l'INRAE et le CNRS et nous a conduits, en 2024, à repenser l'organisation interne de l'établissement et ses interfaces avec son environnement socio-économique. Ce processus a abouti à la création des deux Instituts thématiques et aux projets Villa Créative et Villa Naturalité, instruments au service du développement des partenariats sur nos axes de spécialisation.

Les orientations stratégiques d'AU en 2025 s'inscrivent dans ce cadre renouvelé. Elles priorisent trois axes principaux : l'accélération de la dynamique de différenciation, la structuration et la valorisation des écosystèmes thématiques et l'engagement dans la responsabilité sociale et environnementale. Cette déclinaison pour 2025 des orientations stratégiques de l'établissement s'appuiera sur des modalités de pilotage qui installent les composantes en portage et en coordination sur toutes les grandes missions de l'établissement, dans leur périmètre thématique avec la mise en place de Contrats d'objectifs de moyens et de performance (COMP) de composantes organisées autour des mêmes objectifs qui structurent le COMP entre l'établissement et le Ministère.

1.2.3 Fondation universitaire

Depuis 2023, l'autorité des normes comptables a précisé que les comptabilités de la fondation et de l'établissement principal ne devaient plus être agrégées. Cette directive a été mise en œuvre pour les fondations universitaires à compter de 2024. Les comptes de la fondation sont présentés annexés aux comptes de l'université et sont votés séparément du budget initial de l'établissement depuis l'exercice budgétaire 2024.

Le conseil de gestion de la fondation universitaire d'Avignon est présidé par Georges Linarès, professeur des universités et Président d'Avignon Université qui a nommé une directrice, Anne-Lise Rosier. Le conseil de gestion de la fondation s'est réuni le 25 novembre 2024 pour délibérer sur un projet de budget pour 2025. Faisant montre de prudence, cette instance a arrêté un budget se limitant à l'emploi du reliquat de dotation consommable, soit 21 000 € de dépenses de personnel et 3 000 € de dépenses de fonctionnement, et une prévision de recettes de 35 000 €.

D'un point de vue patrimonial, le résultat prévisionnel de la fondation affiche un excédent de 11 000€. Après abondement du fonds de roulement, celui-ci s'élèvera à 274 368 € dont 250 000€ de part non consommable.

2 Axes d'élaboration du budget 2025

Ce budget traduit la stratégie définie dans la lettre de cadrage du 21 juin 2024 et validée lors du débat d'orientation budgétaire du 10 septembre dernier. Les orientations stratégiques fortes d'AU sont aujourd'hui clairement définies et engagées dans les projets validés et financés dans le cadre des PIA, ainsi qu'avec les partenaires de l'établissement.

Faisant partie de la dernière vague de déploiement des COMP, AU a présenté son projet au Ministère au cours du dernier trimestre 2024 ; il permet d'envisager un financement au moins à hauteur de 0,8% de sa SCSP sur trois ans afin de dynamiser cette trajectoire dans un environnement budgétaire incertain.

Le budget 2025 sera au service de la stratégie de l'établissement, tout en restant soumis à de fortes contraintes. Il s'agira d'assurer la maîtrise des dépenses de fonctionnement ainsi que de la masse salariale en lien avec les moyens 2025, en honorant les engagements pris dans le cadre du CPER tout en maintenant les investissements nécessaires à l'entretien bâtiminaire et à l'accompagnement de nos activités.

2.1 Le budget de fonctionnement

Les coûts importants de l'énergie et des biens de consommations vont continuer à peser sur le budget de fonctionnement. Les prévisions de dépenses de fluides, malgré une baisse en 2024, restent élevées et représentent encore 900 k€, soit 300 k€ de plus qu'avant la hausse générale des prix. L'inflation impacte aussi depuis trois ans tous les produits et services acquis par l'établissement à hauteur de plus d'un million d'euros sur le budget de fonctionnement par rapport à 2021.

Parallèlement, de nouvelles dépenses sont apparues pour répondre à des besoins tant conjoncturels que structurels : on soulignera notamment les dépenses de gardiennage liées aux directives nationales du Plan Vigipirate (300 k€ en 2023, 550 k€ en 2024) ainsi que les dépenses relatives aux systèmes d'information (SI) telles que l'acquisition de logiciels, jusque-là financés en investissement mais désormais considérés comme des dépenses de fonctionnement, soit 250 k€ de plus par rapport à 2022 dont 150 k€ de plus rien qu'entre 2024 et 2025 notamment avec les SI SIHAM, SIFAC, OSE, le SID... En 2025 également, l'ouverture plusieurs fois reportée de la Villa Créative, prévue en avril, va entraîner des coûts d'occupation (200k€) sans que les recettes de location des espaces puissent être envisagées à ce stade du budget ; celles-ci seront inscrites au budget rectificatif dès que les conventions seront finalisées.

Afin de compenser ces augmentations, l'établissement a mis en œuvre depuis 2022 une démarche volontaire de maîtrise de ses dépenses de fonctionnement avec la réduction de ses consommations notamment d'énergie grâce à des travaux de rénovation énergétique entrepris depuis plusieurs années, mais également de fournitures, de documentation... et la couverture étendue de ses achats par des marchés publics et des marchés plus performants. En outre, l'établissement a réduit les enveloppes recherche et formation 2025 respectivement de 100 k€ et de 250 k€, comme cela a été voté par le conseil d'administration du 6 juin 2024. Enfin face à une augmentation sensible de ses dépenses de déplacements et de réception au cours des deux dernières années, l'établissement s'est fixé un effort de l'ordre de 20% de réduction dans ce domaine en 2025.

En 2025, l'établissement continuera à intégrer les objectifs de développement durable et la protection de l'environnement dans ses dépenses de fonctionnement en supprimant les impressions et photocopies inutiles, en rallongeant les délais de renouvellement des matériels, en limitant les déplacements, en intégrant des critères de développement durable dans sa politique d'achat, etc. Cette année encore, dans le contexte de surcoût énergétique général, il veillera encore plus particulièrement aux économies d'eau et d'électricité. L'établissement s'attachera à favoriser toutes mesures de sobriété et de performance énergétiques, à déployer des actions volontaristes contenues dans son « schéma directeur durabilité » - lequel, en réponse aux enjeux du Plan climat-biodiversité et transition écologique du ministère, implique de nombreux services dans le cadre budgétaire très contraint.

2.2 Le budget de personnel

Après une augmentation constante entre 2020 et 2023 principalement grâce aux financements exceptionnels reçus de la tutelle, l'effectif du personnel employé par l'université progresse encore en 2024 (+ 16 ETPT de mai 2023 à mai 2024) avec les projets ASDESR Expansion, les contrats financés de type recherche ainsi qu'avec les contrats doctoraux notamment sur chaires partenariales.

Le glissement vieillesse technicité en augmentation constante, passant de 158 k€ en 2020 à 345k€ en 2021 et 471k€ en 2022 pour se stabiliser à 490k€ en 2024, affecte durablement la capacité financière de l'établissement en absorbant la quasi intégralité des économies liées aux sorties. De plus les mesures nouvelles intervenues depuis 2021 génèrent des effets importants sur la masse salariale, notamment les mesures gouvernementales « Guérini » avec la hausse du point d'indice, la revalorisation de 5 points d'indice, les mesures bas salaires et les relèvements successifs du SMIC (+2.045 Md€), de même que la LPR, la protection sociale complémentaire associée au forfait social, l'indemnisation du télétravail, la revalorisation du Compte Epargne Temps et du remboursement domicile-travail ainsi que le forfait mobilités durables.

Dans les années passées, des moyens spécifiques (programmes d'investissements d'avenir, appels à projets, formation en alternance, etc.) ou des départs et vacances de postes ont pu aider l'établissement à couvrir les besoins en masse salariale. Pour 2025, Avignon Université continuera sa politique de maîtrise de la masse salariale et seul le COMP pourrait apporter des marges de manœuvre à l'établissement.

La campagne d'emplois 2025 concernera, à titre prévisionnel :

- 1 emploi de maître de conférences lié à une sortie sur ce même poste;
- 1 professeur des universités au titre de l'article 46.3, permettant de soutenir la demande d'une chaire de professeur junior (CPJ) ;
- 1 emploi BIATSS en repyramidage (1 IGR).

Enfin, afin de sécuriser la trajectoire financière de l'établissement, l'offre de formation et les maquettes ont été ajustées afin de réduire les enveloppes d'heures de cours complémentaires, tout comme les équivalences de service (EQS) rémunérant les responsabilités des enseignants-chercheurs qui ont été limitées.

2.3 Le budget d'investissement

Face à la diminution progressive du fonds de roulement, l'établissement a décidé que son Plan pluriannuel d'investissement (PPI) porterait uniquement sur les deux opérations du CPER 21-27

« Rénovation de la bibliothèque universitaire » et « Villa naturalité » auxquelles il participe financièrement à hauteur de 2 M€.

L'établissement continue cependant à mettre en œuvre un programme ambitieux d'investissement chaque année portant sur la rénovation de ses bâtiments tant d'un point de vue énergétique que de réaménagement de ses espaces de travail. En 2025, plus de deux millions d'euros seront consentis à ces opérations ainsi qu'à la poursuite de la modernisation des systèmes d'information et du parc informatique (335 k€) et de l'amélioration de la sûreté (200 k€).

Parallèlement, AU va poursuivre sa démarche et présenter de nouveaux projets, en vue d'obtenir les financements mis en place par le plan de transition énergétique.

3 Budget en autorisations budgétaires

3.1 Les prévisions d'encaissement de SCSP

Les universités ne disposent pas cette année d'une pré-notification de SCSP au moment de leur construction budgétaire. C'est donc sur la base des directives de la DGSIP et du rectorat qu'AU a évalué sa dotation ministérielle 2025.

Le montant socle de la SCSP a été repris avec une marge de précaution de 200k€ correspondant aux variations potentielles liées aux étudiants soit 56,2 M€ auquel ont été rajoutées les recettes du COMP limitées aux dépenses prévues cette même année (450 k€).

L'évaluation réalisée ainsi de manière prudente s'élève à **56 647 920 €** soit 650 k€ de moins que la notification intermédiaire reçue le 5 juillet 2024.

3.2 Les prévisions d'encaissement des autres recettes

C'est avec la même précaution que les autres recettes ont été évaluées.

La fiscalité affectée, qui a fait l'objet d'une augmentation au budget rectificatif 2024 (468 k€), a été prudemment évaluée à **450 k€** pour anticiper la baisse des taux, alors que les inscriptions repartent à la hausse.

Les autres financements publics sont sensiblement équivalents à ceux prévus en 2024 (- 158 k€) ; ils s'élèvent à **3 434 793 € et 2 293 780 € fléchés**.

Subventions Région	220 400
Union européenne	1 006 758
Agence nationale de la recherche	3 243 847
Autres subventions	1 185 568
Autres recettes	72 000
TOTAL AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	5 728 573

Les recettes propres sont prévues en légère augmentation par rapport au BR 2024 (+ 260k€) notamment sur les recettes de formation continue et les contrats de recherche hors ANR.

Droits universitaires

La prévision a été établie avec prudence sur la base de l'exécution passée, le nombre d'inscrits étant alors en diminution. **620 000**

Formation continue

La prévision a été établie sur la base des remontées des services et composantes et traduit une forte progression des prévisions de recettes liées à l'activité de formation continue en raison de reliquats qui seront versés en 2025 par le CFA. **2 643 725**

Taxe d'apprentissage

L'établissement a décidé de reconduire le montant 2024 compte tenu des retours de la plateforme Soltéa. **130 000**

Contrats et prestations de recherche hors ANR

L'activité de recherche reste soutenue. La prévision de recette sur ce poste devrait dépasser le million d'euros cette année. **1 291 339**

Autres recettes

Dont formations par alternance de l'IUT, valorisation de la recherche, divers projets de recherche, locations de salles et autres ressources « patrimoine immobilier », financement activités sportives, édition et documentation, vente d'encarts publicitaires, dons (Fondation) **943 499**

TOTAL RECETTES PROPRES 5 656 563

TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES ENCAISSABLES 68 483 831

Cas des recettes fléchées : conformément à la réglementation, Avignon Université a décidé de continuer de flécher pour 2025, un certain nombre de recettes, dès lors qu'elles répondent aux critères suivants :

- financements dont l'attribution définitive est soumise à justification des dépenses correspondantes auprès du financeur ;
- opérations dont le montant est significatif au regard du budget de l'établissement (supérieur à 700 000 euros).

Les opérations retenues par l'établissement sont :

- l'opération CAPACITE, réponse à l'appel à projet « nouveaux cursus universitaires » financé par le plan d'investissements d'avenir (PIA 3) [7,9 M€] ;
- le projet IMPLANTEUS, réponse à l'appel à projets d'écoles universitaires de recherche (EUR) du PIA3 [5,0 M€] ;
- le projet PANORAMA (PIA territoires d'innovation pédagogique (TIP) volet « orientation vers les études supérieures ») [0,73 M€] ;

- le projet ASDESR « Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche » [2,0 M€];
- le CPER « Contrat de plan Etat-Région » 2021-2027 portant sur la rénovation de la bibliothèque universitaire [2,4 M€] ;
- le CPER « Contrat de plan Etat-Région » 2021-2027 portant sur la villa Naturalité [11 M€].

Commentaires sur la répartition des recettes :

Les recettes encaissables d'Avignon Université se répartissent, par ordre décroissant, de la manière suivante :

Subvention pour charges de service public	56 647 920
Formation continue, diplômes propres et VAE	2 643 725
ANR investissements d'avenir	1 893 780
ANR hors investissements d'avenir	1 350 067
Contrats & prestations de recherche hors ANR	1 291 339
Autres subventions	1 213 569
Union européenne	1 006 758
Autres recettes (hors subventions)	937 164
Droits d'inscription	620 000
Fiscalité affectée	450 000
Région	220 400
Taxe d'apprentissage	130 000
Valorisation	78 335
TOTAL	68 483 831

Comme on peut le constater, la dotation du MESRI continuera de représenter l'essentiel des ressources encaissables de l'université (83,8 %), très loin devant toutes les autres. Les recettes propres représentent 7,1 % de recettes encaissables, soit presque 1 point de plus qu'en 2024.

3.3 Les prévisions d'autorisations d'engagement

Les prévisions d'autorisations d'engagement en fonctionnement et en investissement L'élaboration du budget d'engagement 2025 résulte, des conférences budgétaires menées avec les services et composantes de l'université ainsi que des travaux d'analyse des achats prévisionnels menés par les pôles « budget », « recherche » et « achats et commande publique » de la DAF. Cette analyse a été conduite par typologie de contrats (marchés existants, renouvellements de marchés, marchés à bons de commande, commandes simples). Elle inclut les dépenses de logistique, de maintenance et les travaux immobiliers.

Autorisations d'engagement			
	BI 2024 (M€)	BR 2024 (M€)	BI 2025 (M€)
Personnel	57,78	58,24	58,40
Fonctionnement	10,78	11,47	11,68
Investissement	4,52	2,88	3,32
TOTAL DES DÉPENSES	73,07	72,59	73,40

Comparées à celles du budget rectificatif de 2024, les autorisations d'engagement du budget initial 2025 sont en hausse, traduisant principalement la prise en compte de la hausse de la masse salariale qui représente 79,5 % du budget en 2025, et dans une moindre mesure la hausse des dépenses de fonctionnement (16% du budget) tandis que les dépenses d'investissement reviennent à un niveau moyen (4,5% du budget).

Les prévisions d'emplois et de masse salariale

Plafond d'emplois

Le plafond d'emplois 2025 a été ajusté par rapport à celui de 2024 ; la répartition entre plafonds et catégories évolue par rapport au budget précédent notamment du fait du non remplacement des départs de titulaires ou par le recrutement ciblé de contractuels.

Le plafond d'emplois global est fixé à 753 ETPT au maximum et se décompose en un plafond État de 594 ETPT et un plafond Ressources Propres de 159 ETPT. Pour mémoire, la consommation d'emplois s'élève à fin novembre 2024 à 736 ETPT, soit 606 sous plafond État et 130 sous plafond ressources propres.

Masse salariale

Les dépenses de masse salariale devraient connaître en 2025 une augmentation de moins de **200k€** par rapport au budget rectificatif 2024.

Les principaux déterminants de cette évolution sont les suivants :

1. le glissement vieillesse-technicité (GVT) évalué à **490 000 €** sur la base « OREMS » 2023 selon la méthode diffusée par la tutelle ;
2. l'extension en année pleine (EAP) du schéma d'emploi 2024 réévalué **(+ 304 656 €)** qui correspond à l'EAP des départs 2024 et des recrutements réalisés au titre de la campagne d'emplois 2024 ;
3. l'indemnitaire enseignant-chercheur prévu par la LPR ainsi que la revalorisation de la PES des 2nd degré **(+ 153 594 €)** ;
4. la variation sur les heures complémentaires **(- 200 000 €)** prévue suite à la modification des maquettes et à la baisse des équivalences de service ;
5. le schéma d'emplois prévisionnel pour 2025 **(- 269 290 €)**, qui correspond aux départs prévus et aux départs statistiques 2025 ainsi qu'à la campagne d'emplois 2025, incluant également les prévisions limitées de remplacements par des agents non titulaires ;
6. la non-reconduction de dépenses liées à l'exercice 2024 telles que la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat, ainsi qu'une correction de l'atterrissage 2024 **(- 306 000€)**.

3.4 Les prévisions de décaissements

Les crédits de paiement nécessaires à l'exécution budgétaire relèvent à la fois d'engagements antérieurs et de ceux qui seront pris lors de l'exercice 2025.

Crédits de paiement			
	BI 2024 (M€)	BR 2024 (M€)	BI 2025 (M€)
Personnel	57,78	58,24	58,40
Fonctionnement	10,78	11,45	11,46
Investissement	3,92	2,28	2,92
TOTAL DES DÉPENSES	72,48	71,97	73,78

Par convention, les autorisations d'engagement et les crédits de paiement de l'enveloppe de personnel sont égaux. Les crédits de paiement 2024 n'ont donc pas vocation à honorer des autorisations d'engagement consommées en 2023 ou avant.

Les crédits de paiement inscrits au budget 2025 sont, pour ce qui concerne l'enveloppe de fonctionnement, proches des autorisations d'engagement. Ils sont destinés à honorer les dépenses effectuées en 2025 en exécution des engagements qui seront pris en 2025, mais également à couvrir les dépenses correspondant à des engagements pris antérieurement. L'analyse des opérations pluriannuelles menée par la DAF indique que l'écart entre les engagements pris en 2024 qui donneront lieu à consommation de crédits de paiement en 2025, d'une part, et les engagements pris en 2025 qui donneront lieu à consommation de crédits de paiement en 2025 et ultérieurement, d'autre part, fait apparaître un léger décalage soit un écart de 200 k€ environ entre les AE et les CP de fonctionnement.

En section d'investissement, les AE sont supérieures aux CP d'environ 400 k€. Cela résulte d'un décalage dans les opérations immobilières qui consommeront plus d'AE que de CP en 2025 notamment en raison des délais de passation des marchés publics de travaux qui seront lancés au 2^{ème} semestre 2025.

3.5 Le déficit budgétaire et l'équilibre financier 2025

Le déficit budgétaire prévisionnel, traduction d'un montant de décaissements supérieur à celui des encaissements, est le résultat de la volonté de l'établissement de mener les opérations d'investissement décrites plus haut.

Le solde budgétaire affiche un déficit prévisionnel de 4 300 831 €.

Une fois pris en compte, outre l'exécution budgétaire, les décaissements et encaissements au nom et pour le compte de tiers, d'une part, sur comptes de tiers d'autre part, l'équilibre financier sera réalisé avec un prélèvement sur la trésorerie; ce qui viendra diminuer la trésorerie de l'établissement de 3 407 891 € et la trésorerie fléchée de 556 171 €.

4 La situation patrimoniale de l'établissement

4.1 Compte de résultat

Le budget initial 2025 présente un compte de résultat prévisionnel en déficit de **1 651 841 €**.

Les causes du déficit prévisionnel relèvent de la part non compensée des coûts liés aux « rencontres salariales 2023 » ainsi que des mesures diverses prises par l'Etat sans contrepartie financière pour les établissements.

- 800 k€ non compensés résultant de la hausse de la valeur du point d'indice,
- 200 k€ non compensés résultant de la revalorisation de 5 points d'indice,
- 90 k€ de mesures salariales diverses non compensées (50% des mesures bas salaires, hausse du SMIC, forfait mobilité, remboursement domicile-travail, forfait social PSC, revalorisation du compte épargne-temps, forfait télétravail...).

Demeurent également les coûts de l'énergie qui restent 50 % plus élevés qu'en 2022 et de nouvelles dépenses conjoncturelles et structurelles :

- 300 k€ au titre de l'augmentation du prix de l'énergie par rapport au niveau de 2021,
- 250 k€ au titre du plan Vigipirate qui induit un coût annuel de gardiennage non négligeable et pourtant en baisse de 50% par rapport à 2024,
- 250 k€ de dépenses structurelles de systèmes d'information.

Ces dépenses non compensées sont dues à des circonstances particulières qui pèsent sur tous les établissements auxquelles s'ajoute la méthode d'évaluation de la SCSP en l'absence de pré-notification à mi-décembre 2024, qui se base essentiellement sur le montant soclé de la SCSP soit 650 k€ de moins par rapport à la notification intermédiaire 2024.

Ce budget prévoit un prélèvement sur fonds de roulement de **3 057 831 €**, destiné à financer ce déficit ainsi que les opérations d'investissement.

En droits constatés, sont inscrits 73 557 898 € en charges et en produits.

Les prévisions de charges et d'emplois se décomposent par enveloppe de la manière suivante :

- Personnel : 58 648 256 €
- Fonctionnement : 15 909 642 € (dont dotation aux amortissements : 3 700 000 €)
- Investissement : 2 925 990 €

Les prévisions de produits et de ressources se décomposent de la manière suivante :

- Fonctionnement : 71 906 057 €
- Déficit de fonctionnement : 1 651 841 €
- Investissement : 400 000 €

L'IAF (l'insuffisance d'autofinancement) s'élève à **531 841 €**. Le prélèvement sur fonds de roulement finance les dépenses d'investissement et l'insuffisance de financement soit une part des dépenses de fonctionnement.

4.2 Équilibres généraux et soutenabilité budgétaire

La trésorerie devrait connaître une baisse de **3,9 millions d'euros**, dont 556 k€ de part fléchée et 3408 k€ non fléchée.

Elle s'élèvera toutefois à **9,2 millions d'euros** à fin 2025 (47 jours de fonctionnement).

Après prise en compte du budget rectificatif 2024, le fonds de roulement net global prévisionnel total 2025 s'établira à **4 millions d'euros** (21 jours de fonctionnement).

A court terme, l'établissement sera en mesure d'assurer ses engagements au titre des opérations du CPER 2021-2027 dans lesquelles il doit participer actuellement à hauteur de 2 M€, et de poursuivre sa politique annuelle d'investissement.

A moyen terme, les restes à engager et les restes à payer sur opérations pluriannuelles, soit **28,25 millions d'euros**, sont légèrement inférieurs à la somme du niveau de trésorerie final prévu en fin d'exercice et des restes à encaisser sur ces mêmes opérations (**28,58 millions d'euros**) en confirmant le caractère néanmoins soutenable cette année encore sur ces opérations.

Glossaire

Achats : au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières , matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

ATER : attaché temporaire d'enseignement et de recherche.

Autorisations d'engagement (AE) : autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

BIATSS : personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé.

Capacité d'autofinancement : la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

Charges : par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ; de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ; d'impôts et de taxes non récupérables ; de prêts d'argent. Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

Charges de personnel : voir *dépenses de personnel*

Charges décaissables : une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

Compte de résultat : le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

Compte financier : le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

CPER : un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

Crédits de paiement (CP) : les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

CVEC : contribution de vie étudiante et de campus.

Dépenses de personnel : le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

DGESIP : direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle.

Dotation aux amortissements : la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

EAP : extension en année pleine.

Fonds de roulement : le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

GVT : Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

LFI : loi de finances initiale

LPR : loi de programmation pour la recherche.

MESRI : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

NCU : nouveaux cursus universitaires.

Part consommable : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

PPI : programme pluriannuel d'investissement.

PRAG : professeur agrégé (enseignant du second degré affecté dans le supérieur).

PRCE : professeur certifié (enseignant du second degré affecté dans le supérieur).

Produits : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

Produits encaissables : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

Programme pluriannuel d'investissement (PPI) : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

Ressources propres : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

Résultat de fonctionnement : différence entre les produits et les charges du compte de résultat.

SCSP : subvention pour charges de service public.

Solde budgétaire : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

Subvention pour charges de service public (SCSP) : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

Taux d'exécution : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

Taux de réalisation : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

Trésorerie : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.